

UNION - TRAVAIL – JUSTICE

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES :  
"DIRECTION DES PUBLICATIONS OFFICIELLES" - LIBREVILLE - B. P. 563 - TEL. : 76.20.00 email : dpoglin @ yahoo. fr  
Ceux-ci sont payables d'avance, mandat ou virement au nom de M. le Directeur "des Publications officielles" à Libreville  
Compte courant postal N° 0101 100 2534, centre de Libreville

# SOMMAIRE

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

#### Assemblée nationale

Loi n°001/2007 du 27 août 2007, instituant la  
Bourse de sous-traitance et de  
Partenariat.....1

#### Cour constitutionnelle

DECISION N°036/CC DU 9 JUILLET 2009  
RELATIVE A LA REQUETE DU  
PRESIDENT DU SENAT TENDANT À VOIR  
REPORTER L'ELECTION DU 4e VICE-  
PRESIDENT DU SENAT.....2

Avis n°037/CC du 14 Juillet 2009 relatif au  
remplacement du Sénateur du 1er  
arrondissement de la Commune de Lambaréné,  
Province du Moyen-Ogooué.....3

#### Présidence de la République

Décret n°000799/PR du 27 août 2007 portant  
promulgation de la loi n° 001/2007 instituant la  
Bourse de sous-traitance et de  
Partenariat.....4

#### Primature

Arrêté n°1841/PM/SGG du 13 mai 2009, portant création, organisation et attributions de la Commission Technique Nationale de Prévention de la Lutte Contre la Grippe Porcine.....4

---

## Ministère du Travail et Prévoyance Sociale

---

ARRETE N°00012/MTEPSRS/CAB du 18 juin 2009 portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Office National de l'Emploi.....5

ARRETE N° n°0013/IMTEPSRS/CAB du 19 juin 2009 modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté N°0012/MTEPSRS/CAB du 18 juin 2009 Portant nomination des membres du Conseil d'Administration de l'Office National de l'Emploi.....6

---

## ACTES EN ABREGE

---

Propriété minière, Forêts, Domaines et Conservation foncière, Curatelle.....7

---

## PARTIE NON-OFFICIELLE

---

### Déclaration de constitution d'Associations

---

- Récépissé provisoire n°93/MISI/SG du 22 février 2007, concernant l'Association **ASSOCIATION AWOOGHA (Des Femmes pour le Retour à la Terre)**.....7

- Récépissé provisoire n°63/MICLISPC/SG du 22 mai 2009, concernant l'Association **ASSOCIATION FORUM DES MAROCAINS DU GABON**.....8

- Récépissé provisoire n°00170/MICLISPC/SG du 28 mai 2009, concernant l'Association **BENAMAME**.....8

- Récépissé provisoire n°0175/MICLISPC/SG du 28 mai 2009, concernant l'Association **ONG FORMATION NOUVELLE**.....8

- Récépissé provisoire n°00245/MICLISPC/SG du 15 juillet 2009, concernant l'Association **ASSOCIATION MALUMBI GOULI NZEMBI**.....8

- Récépissé provisoire n°00251/MICLISPC/SG du 17 juillet 2009, concernant l'Association **COOPERATIVE DE PECHE D'AGRICULTURE ET D'ELEVAGE, « COO.P .AG.EL »** .....8

- Récépissé définitif de déclaration N°465/MISI/SG du 11 décembre 2006, concernant l'Association **Institut Langue Pour Tous**.....9

---

### Déclaration de constitution de Sociétés

---

- Fiche de circuit n°001-13628GU1 du: 18: 02: 2008 de la société: **RESIDENCE MAÏSHA SA**.....9

- Fiche de circuit n°001 -13620GUI du: 18: 02: 2008 de la société: **CABINET COMPTABLE ET FISCAL ALPHA** Sigle: **C.C.F.A. S.U.A.R.L**.....9

- Fiche de circuit n°001-18628GUI du: 22: 06: 2009 de la société: **SOCIETE TALI BOIS**.....10

---

---

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

### Assemblée nationale

*Loi n°001/2007 du 27 août 2007, instituant la  
Bourse de sous-traitance et de Partenariat*

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le Président de la République, Chef de l'Etat, promulgue la loi dont la teneur suit:

Article 1er.- La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, institue la Bourse de Sous-Traitance.

Article 2.- Il est créé à Libreville et placé sous la tutelle du Ministère chargé des Petites et Moyennes Entreprises, des Petites et Moyennes Industries, un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Bourse de Sous-traitance et de Partenariat, en abrégé, B.S.T.P., doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Article 3.- La Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat est un centre d'intermédiation et de conseil qui, dans tous les secteurs de l'activité économique nationale, rassemble et enregistre les appels d'offres, les besoins et les capacités en sous-traitance.

Article 4.- La Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat a pour objet:

- de renforcer la participation des nationaux aux activités de production;
- d assurer l'information et la promotion de la coopération des activités entre les grandes entreprises, les Petites et Moyennes Entreprises, les Petites et les Moyennes Industries;
- d'accroître et de soutenir la capacité économique notamment par la diversification du système productif national;
- de promouvoir les liaisons industrielles et la sous-traitance ;
- de procéder à des enquêtes et analyses économiques pour une évaluation des possibilités de sous-traitance, des circuits de commercialisation et des débouchés;
- d'organiser des ateliers, des séminaires, des foires et des expositions sur la sous-traitance.

Article 5.- La sous-traitance est un contrat de coopération par lequel une entreprise dite entreprise principale confie, conformément à un cahier de charges, à une ou plusieurs entreprises dites entreprises sous-traitantes, l'exécution d'une partie de ses marchés ou commandes.

Article 6.- Un décret pris en Conseil des Ministres approuve les statuts de la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat, conformément aux dispositions de la loi 11/82 du 24 janvier 1983 portant régime juridique des établissements publics, des sociétés d'Etat, des sociétés d'Economie Mixte et des sociétés à participation financière publique.

### Chapitre II : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 7.-LaBourse de Sous-Traitance et de Partenariat comprend:

- un Conseil d'administration ;
- une Direction;
- une Agence Comptable.

Article 8.- Le Conseil d'administration est l'organe délibérant chargé de l'administration et du contrôle de la Bourse.

A ce titre, il :

- arrête toute mesure d'organisation, de fonctionnement et de gestion de la Bourse;
- fixe les règles générales de gestion du personnel ;
- adopte le budget annuel ;
- approuve les statuts et règlement intérieur de la Bourse ainsi que les comptes de l'exercice;
- autorise la passation des marchés, les acquisitions, les échanges, les cessions des biens et droits immobiliers, les emprunts;
- donne quitus de sa gestion à l'Agent Comptable;
- fixe la tarification des biens et services;
- contrôle les comptes de la Bourse, les rémunérations et les avantages consentis aux personnels;
- désigne un Commissaire aux comptes.

Article 9.- Outre le Président, le Conseil d'administration comprend six (6) membres désignés dans les formes et conditions fixées par voie réglementaire.

Article 10.- Le Président du Conseil d'administration est nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des Petites et Moyennes Entreprises, des Petites et Moyennes Industries.

Article 11.- La Direction de la Bourse de Sous-traitance et de Partenariat est placée sous l'autorité d'un directeur nommé, dans les conditions fixées par voie réglementaire, parmi les agents publics et les agents du secteur privé justifiant d'une expérience professionnelle avérée de dix (10) ans au moins.

Article 12.- Le Directeur de la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat en assure la gestion technique, administrative et financière. Il est notamment chargé:

- de la préparation du budget, des projets des statuts et du règlement intérieur de la Bourse ainsi que de décisions relatives à son organisation et à son fonctionnement;
- de l'exécution et du suivi des mesures arrêtées par le Conseil d'administration;
- de la gestion des personnels.

Article 13.- Le Directeur est l'administrateur des crédits de la Bourse.

Article 14.- L'Agence Comptable est placée sous l'autorité d'un Agent Comptable chargé notamment:

- d'assurer le maniement et la conservation des fonds et des valeurs;
- d'encaisser les recettes et de couvrir les dépenses;
- détenir la comptabilité générale et la comptabilité matière ;
- d'établir les plans de trésorerie, les budgets d'investissement et de fonctionnement;
- de procéder au recouvrement des créances;
- d'établir à la fin de l'exercice un compte annuel de gestion soumis au Comité de gestion.

Article 15.- L'Agent comptable est nommé par décret du Président de la République pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé des finances. Il est responsable de la régularité et de la sincérité de ses écritures. Il rend compte de sa gestion au Conseil d'Administration qui lui en donne quitus.

Article 16.- Les opérations de comptabilité de la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat sont soumises aux lois et règlements applicables aux sociétés commerciales.

Article 17.- L'organisation et le fonctionnement de l'Agence Comptable sont fixés conformément aux textes en vigueur.

Article 18.- Les dispositions autres que celles prévues ci-dessus relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Bourse de Sous-traitance et de Partenariat sont fixées par les statuts visés à l'article 6 de la présente loi.

### **Chapitre III : DES PERSONNELS**

Article 19.- Les fonctionnaires en service à la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat sont en position de détachement.

Article 20.- Sous réserve des dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires en position de détachement, les agents de la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat sont soumis aux dispositions régissant :- les salariés de droit privé.

### **Chapitre IV : DES RESSOURCES**

Article 21.- Les ressources de la Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat sont constituées par:

- les subventions de l'Etat;
- les ressources propres ;
- les contributions des organismes nationaux et internationaux;
- les dons et legs.

### **Chapitre V: DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES**

Article 22.- La Bourse de Sous-Traitance et de Partenariat bénéficie:

- des avantages à caractère économique, financier, fiscal et social compatibles avec sa mission de service public;
- des avantages en nature, notamment la mise à disposition des installations relevant du domaine public ou privé de l'Etat ou des Collectivités Locales .:

Article 23.- Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 24.- La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 27 août 2007

Par le Président de la République, Chef de l'Etat

EL Hadj Omar BONGO ONDIMBA

*Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement*  
Jean EYEGHE NDONG

*Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation*  
Paul TOUNGUI

*Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et des Petites et Moyennes*  
Senturel NGOMA MADOUNGOU

*Le Ministre du Commerce, du Développement Industriel, chargé du NEPAD*  
Paul BIYOGHE MBA

*Le Ministre du Travail et de l'Emploi*  
Christiane BITOUGAT

### **Cour constitutionnelle**

*DECISION N°036/CC DU 9 JUILLET 2009  
RELATIVE A LA REQUETE DU PRESIDENT DU  
SENAT TENDANT A VOIR REPORTER L'ELECTION  
DU 4e VICE-PRESIDENT DU SENAT*

AU NOM DU PEUPLE GABONAIS,  
LA COUR CONSTITUTIONNELLE,

Vu la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 1 juillet 2009 sous le n°040/GCC, par laquelle le Président du Sénat a saisi la Cour Constitutionnelle en constatation d'un cas de force majeure aux fins de voir reporter l'élection du 4ème Vice-Président du Sénat;

Vu la Constitution;

Vu la Loi Organique n° 09/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par la Loi Organique n°003/2003 du 2 juin 2003 ;

Vu la loi organique n°8/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des Sénateurs, modifiée par la loi organique n° 19/2002 du 30 janvier 2003 ;